

# SYNTHÈSE COMPARATIVE DES RÉSULTATS DU SÉNÉGAL ET DE LA MAURITANIE

Coulibaly, Oumoul Kha&#239;ry;

;

© 2017, RADI



This work is licensed under the Creative Commons Attribution License (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/legalcode>), which permits unrestricted use, distribution, and reproduction, provided the original work is properly credited.

Cette œuvre est mise à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/legalcode>), qui permet l'utilisation, la distribution et la reproduction sans restriction, pourvu que le mérite de la création originale soit adéquatement reconnu.

*IDRC Grant/ Subvention du CRDI: 108103-001-Sexual abuse and access to justice for rural women in West Africa*

**R.A.D.I**

Réseau Africain pour le  
Développement Intégré



**A.N.I.D**

African Network for  
Integrated Development

## PROJET DE RECHERCHE-ACTION:

# «VIOLENCE SEXUELLE ET ACCÈS À LA JUSTICE POUR LES FEMMES RURALES D'AFRIQUE DE L'OUEST». MAURITANIE ET SÉNÉGAL



## SYNTHÈSE DES RÉSULTATS CLÉS

Période de collecte : Décembre 2016 au Sénégal, Janvier-février 2017, en Mauritanie

Avec l'appui technique et financier du CRDI



International Development Research Centre  
Centre de recherches pour le développement international

Canada

# Préambule

Le projet de recherche-action « Violences sexuelles et Accès à la justice pour les femmes rurales d'Afrique de l'ouest. Mauritanie (région du Trarza) et Sénégal (région de Kolda) » est mis en œuvre par le Réseau Africain pour le Développement intégré (RADI), avec l'appui technique et financier du CRDI, dans le but de contribuer à l'amélioration de l'accès à la justice pour victimes par l'autonomisation des femmes.

## Activités :

**Recherche :** Coproduire avec les femmes et leurs communautés des connaissances probantes sur l'ampleur et les caractéristiques des violences sexuelles et les entraves à l'accès à la justice ;

**Intervention :** Produire/améliorer les outils et stratégies à partir des résultats de la recherche ; Renforcer les capacités des femmes et leurs alliés, organisés en comités d'actions, pour contribuer à leur autonomisation légale ; Accompagner ces comités pour porter eux-mêmes les activités de mobilisation de masse, de plaidoyer, de formation par les pairs et discussions interpersonnelles dans le but d'influencer les comportements, les pratiques et les politiques

**Documentation des incidences** des activités d'autonomisation durant et à la fin l'intervention

## Questions de recherche

1. Tenant compte de leur âge, appartenance socioculturelle, situation économique et localisation, quelle est la typologie des victimes et des auteurs de violences sexuelles en milieu rural ?
2. Quels sont les stratégies et les mécanismes (formels et non formels) existants et utilisés pour l'accès à la justice des femmes et filles rurales victimes de violences sexuelles ? Et quelle est l'efficacité de ces stratégies contre l'impunité et pour la prévention des VS ?
3. Comment renforcer les capacités des femmes et des organisations de défense des droits des femmes à mettre les acteurs de la justice officielle et officieuse devant leurs responsabilités et assurer leur accès à la justice et leur sécurité ? Quels rôles pour les hommes ?

## Sites de collecte des données

**Sénégal (Région de de Kolda) :** 4 communes : **Bonkonto** (département de Vélingara), **Bagadadji** et **Coumbacara** (département de Kolda) et Ndorna (département de Médina Yoro Fouta)

**Mauritanie (Région du Trarza) :** 4 communes : **Tékane** (département de Rkiz), **Jidrel El Mohguen** (département de Rosso), **Tiguent** (département de Mederdra) et une zone-tampon, de **N'diogo** (département de Keurmacene).

## Démarche méthodologique et cadre opérationnel

### CADRE D'ANALYSE

Genre ; Droits Humains ; Reddition des comptes

### APPROCHES MÉTHODOLOGIQUES

Gestion Axée sur les Résultats ; Partenariat ; Participation

### MÉTHODES DE COLLECTE ET D'ANALYSE

Enquêtes ménages par questionnaire ; Recensement des cas de violences dans les services judiciaires ; Entretien individuel ; Focus Group et Revue documentaire ; Analyse thématique ; Analyse de contenu ; Traitement par Sphinx

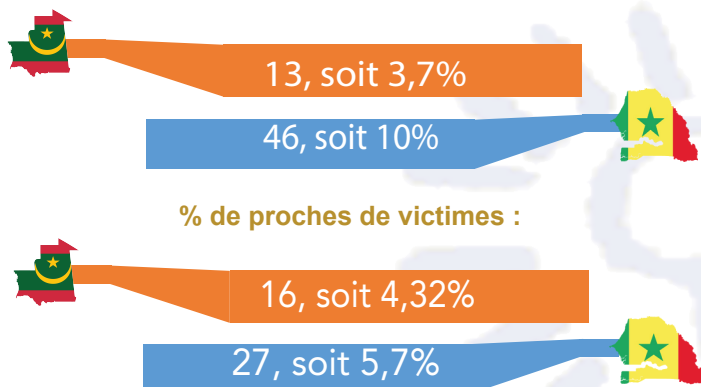
## Bilan de collecte

Pays	Nombre de Ménages	Nombre de répondants			Nombre de Villages
		F	H	T	
Mauritanie	286	295	75	370	29
Sénégal	210	330	139	469	24

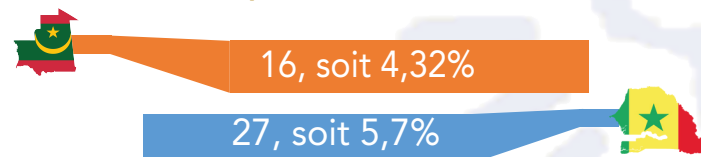
# Prévalence et caractérisation des violences sexuelles

## Prévalence par pays toutes formes violences sexuelles confondues

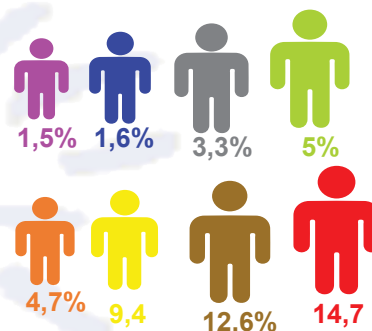
### % de victimes directes



### % de proches de victimes :



## Prévalence par commune toutes formes violences confondues



NDiago

Jidrel Mohguen

Tiguint

Tékane

Bagadadji

Coumbacara

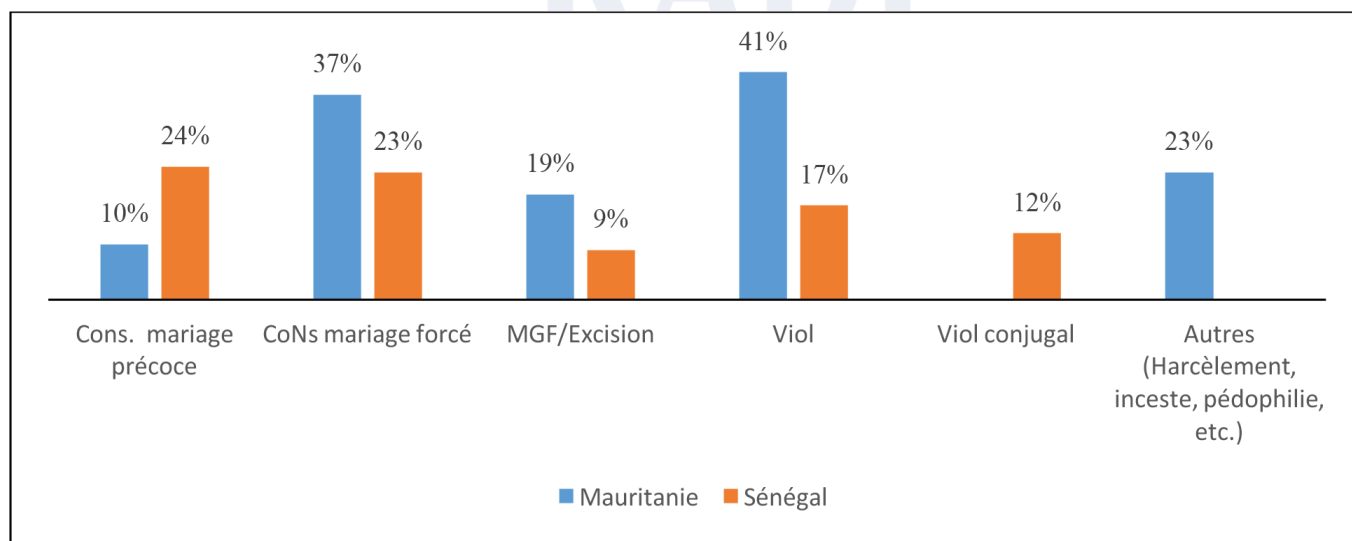
Ndorna

Bonkonto

MAURITANIE

SÉNÉGAL

## Prévalence par type de violences sexuelles et par pays



- » La notion de viol conjugal n'apparaît qu'au Sénégal.
- » Le viol collectif gagne du terrain dans la région de Kolda, selon les sources judiciaires.
- » Le viol et l'inceste sont des pratiques plus répandues mais dissimulées.
- » Les données recueillies auprès des services judiciaires de Kolda révèlent une très forte
- » prévalence du viol sur mineures de moins de 13 ans, ces cinq (05) dernières années, avec un taux variant entre 50% et 60% des cas enregistrés.
- » Certaines femmes sont à la fois victimes de :
  - o Mariage précoce et viol suivi de grossesse de femme mariée;
  - o Mariage précoce et viol conjugal.
  - o Mariage précoce au moins à 2 reprises.



# Caractéristiques sociodémographiques des victimes

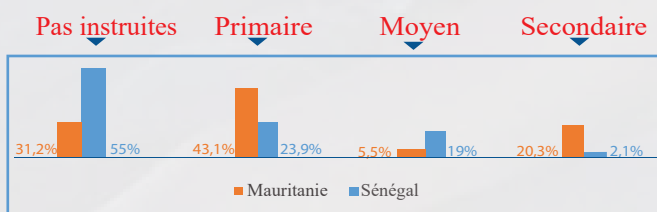
Majoritairement situées dans la tranche d'âge 18-29 ans ;



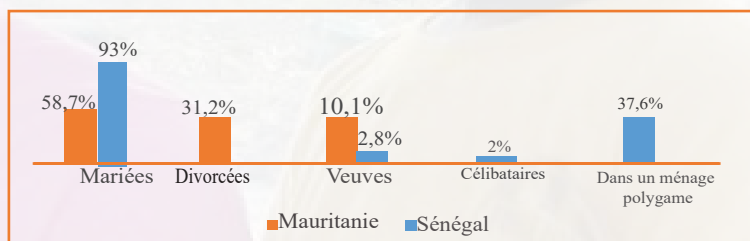
Âge médian des victimes



Peu ou pas instruites

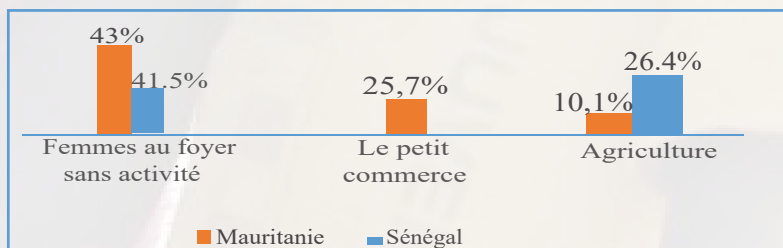


Majoritairement mariées

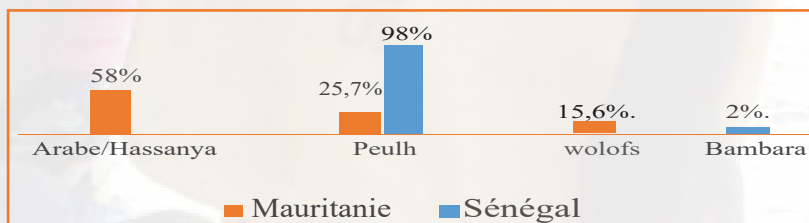


Au Sénégal comme en Mauritanie les victimes sont majoritairement dans des ménages monogames

Majoritairement sans activité



Issues des ethnies



Les caractéristiques des victimes définissent/accentuent leur vulnérabilité à la fois aux violences sexuelles et à l'impunité. Mais il n'existe pas d'un profil type de femmes victimes de violences sexuelles, quel que soit le pays.

## Relation des victimes avec les auteurs selon le type de violence sexuelle

### Mauritanie

- **Proche** : 23% (consommation de mariage précoce/forcé, viol, pédophilie) ;
- **Inconnu** : 28% (viol, pédophilie)
- **Enseignant** : 9% (viol et mariage précoce)
- **Parent biologique** : 7% (inceste, MGF/Excision, consommation de mariage précoce/forcé)
- **Voisin** : 12% (viol, consommation de mariage précoce/forcé)

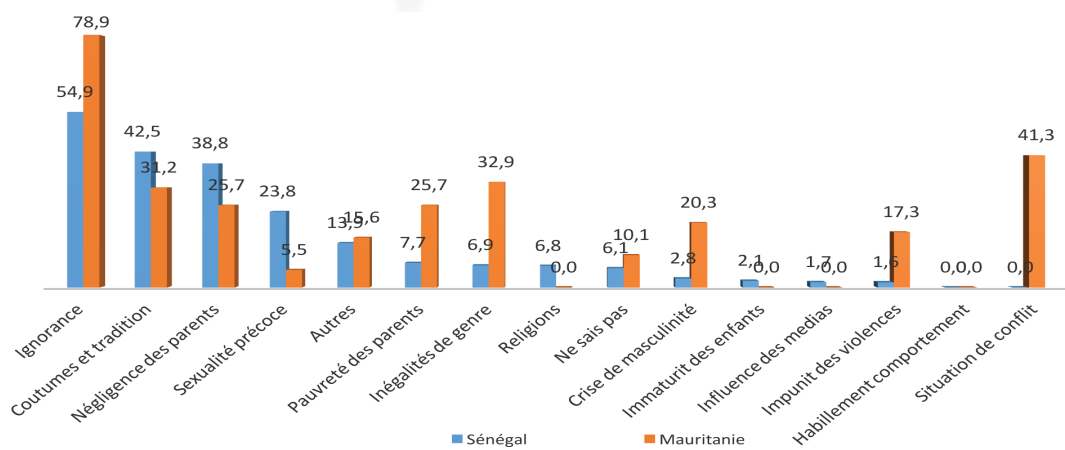
### Sénégal

- **Proche** : 46% (consommation de mariage précoce/forcé, MGF/Excision, viol, harcèlement, attouchement)
- **Inconnu** : 21% (Viol, consommation de mariage précoce/forcé)
- **Conjoint de la victime et parent biologique** : 10% (viol conjugal, consommation de mariage précoce/ou forcé ; MGF/Excision, inceste)

Au Sénégal, les auteurs sont majoritairement des proches alors qu'en Mauritanie, ce sont les inconnus qui dominent légèrement.

## Causes et conséquences par le pays

### Causes



### Autres causes :

Sociétés patriarcales, on note de nombreuses similitudes sur le plan socio-culturel, économique religieux :

#### Consommation du mariage précoce :

- Primat de l'âge social sur l'âge légal pour le mariage ;
- Ignorance de l'âge légal de mariage et de maturité sexuelle des enfants ;
- Difficultés à définir l'âge exact des filles faute de déclaration à la naissance ;
- Dépasser la puberté pour une fille, surtout peulh, sans être mariée, est vécue comme une honte, voire un drame, par la famille, surtout la mère.
- Importance de la virginité et crainte de grossesses hors mariage,
- Raisons économiques : donner sa fille en mariage, une bouche en moins à nourrir ;

## Consommation du mariage forcé :

- ▶ Pratique du lévirat et du sororat ;
- ▶ Raisons économiques et sociales : alliances entre tribus en Mauritanie

## MGF/Excision :

Une femme non excisée, perçue comme impure et impropre au mariage dans les deux pays.

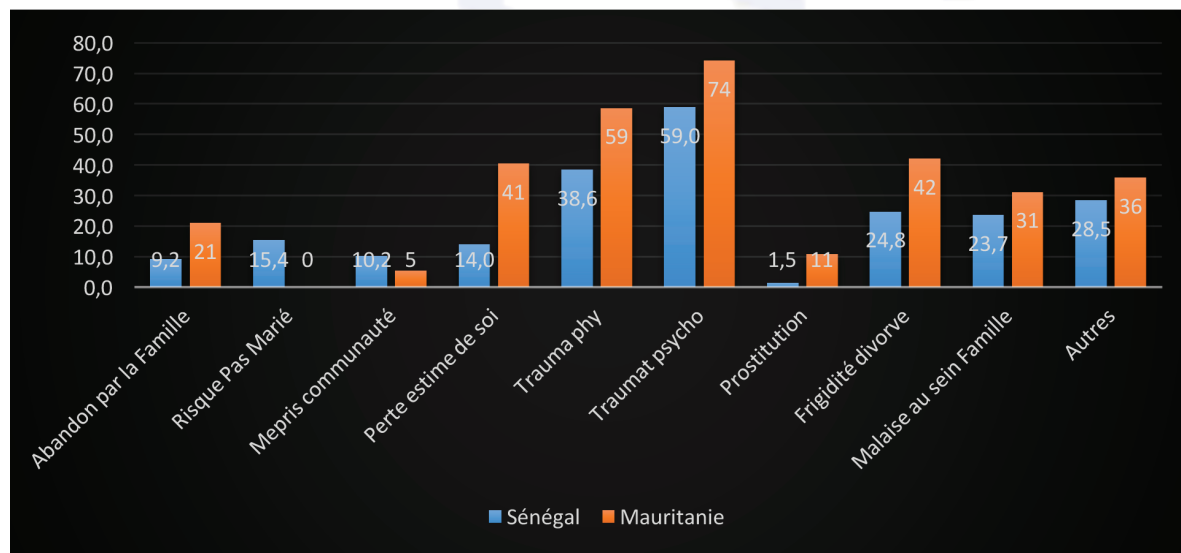
## Viol, attouchement, harcèlement, inceste, pédophilie :

- ▶ Normes sociales genrées ;
- ▶ Limite floue entre consentement et non consentement, y compris pour les victimes ;
- ▶ Promiscuité et configuration des concessions au Sénégal ;
- ▶ Absence d'infrastructures scolaires et absence de cycle moyen et secondaire en milieu rural au Sénégal :
  - Confiage d'enfants en ville, cause de viol répété et souvent suivi de grossesse au Sénégal
  - Longs trajets à travers la forêt pour aller à l'école ;

## Viol conjugal :

Mariage précoce/forcé comme une des causes.

## Conséquences



## Autres conséquences :

### Sociales :

- ▶ Grossesses précoces, **39,5% au Sénégal**, contre **5,2% en Mauritanie**, conséquences des mariages précoces et du viol ;
- ▶ Mariage forcé entre la victime et l'auteur, suite à un viol suivi de grossesse
- ▶ Importance de l'adultère, surtout au Sénégal, conséquence de mariage précoce/forcé et différence d'âge entre époux ;
- ▶ Déperdition scolaire des filles et perpétuation du cycle de pauvreté féminine ;

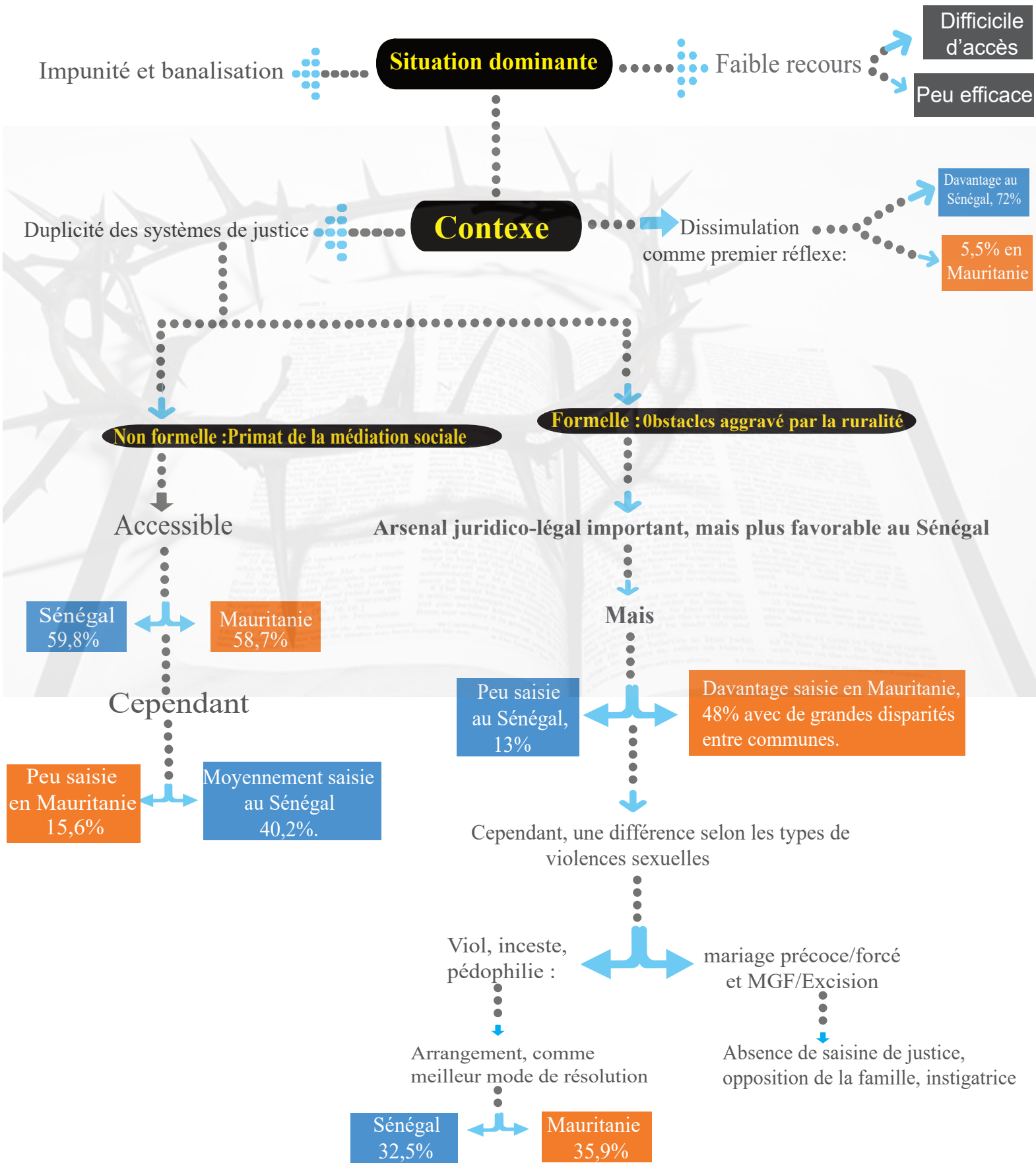
### Sanitaires :

- ▶ Risque d'hémorragie en cas de MGF/Excision, surtout pour les hémophiles, fistules obstétricales
- ▶ Frigidité, mort maternelle et infantile, etc.

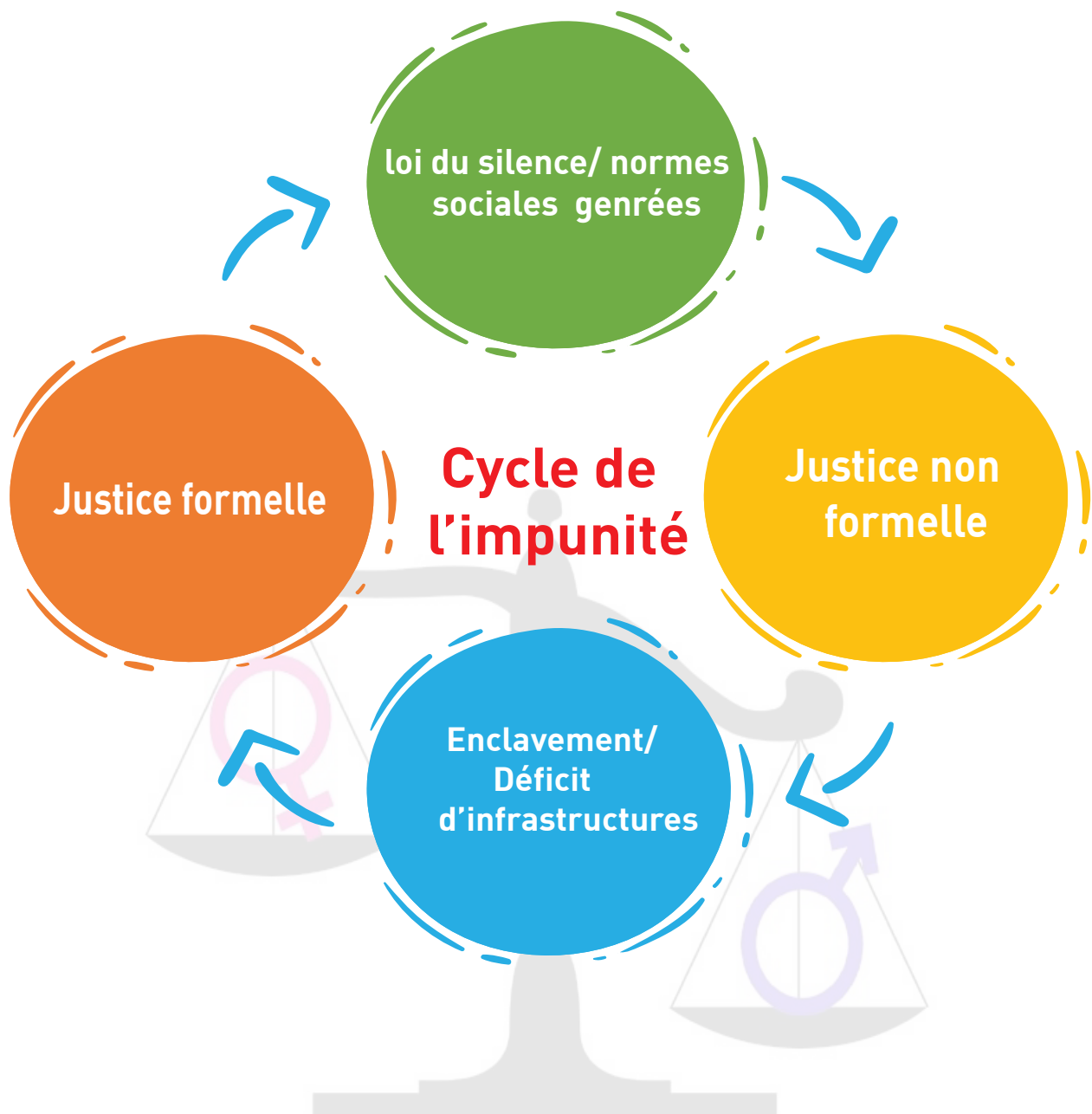
### Judiciaire :

- ▶ Spectre du Zina en Mauritanie contre les victimes, pouvant être accusées de fornication ou d'adultère.

# Entraves multiples à l'accès à la justice



## Cycle des facteurs entravant l'accès à la justice



Les femmes sont à la fois « victimes et vectrices » des violences sexuelles et de l'impunité. Les mères apparaissent comme les principales actrices de la dissimulation en cas de viol à Kolda à 54.6%. Si c'est un viol suivi de grossesse, ce sont aussi elles, à 61,5%, qui privilégient le mariage entre la victime et son agresseur.

Dans ces sociétés où l'éducation et la transmission des valeurs leur incombent, les injonctions de la construction sociale des rapports sociaux de sexe obligent les mères à adopter cette posture entravant l'accès équitable à la justice. En effet, avoir une fille violée, donc qui n'est plus vierge, voudrait dire que celles-ci aient failli à leur rôle traditionnel.

Cette situation met ainsi en exergue les soubassements socioculturels sexistes qui contribuent à entraver l'accès à la justice.



**Tableau récapitulatif des principaux obstacles à l'accès à la justice**

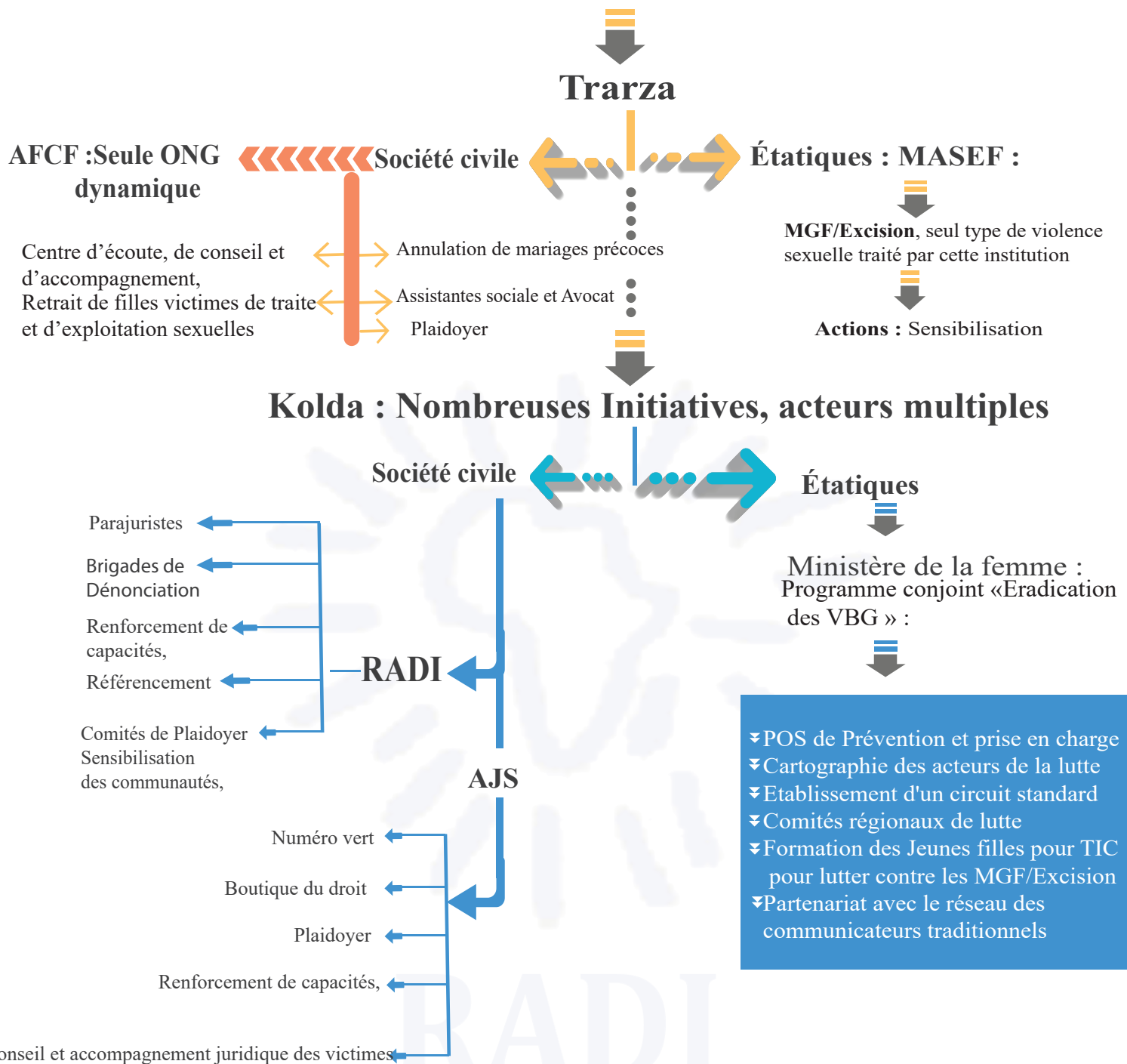
Types d'entraves	Pays	
	Mauritanie	Sénégal
Déni/Loi du silence/Normes sociales genrées	<p><b><u>Pesanteurs socio-culturelles et religieuses :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-Dissimulation ;</li> <li>-Peur de la stigmatisation ;</li> <li>-Suspicion de consentement des victimes</li> <li>- Discours déresponsabilisant les auteurs et culpabilisant les victimes ;</li> <li>-Rapports sociaux de dominations entre Arabo-berbères et Négro-Africains</li> <li>-Appropriation collective du corps de la femme.</li> </ul>	<p><b><u>Pesanteurs socioculturelles :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-Dissimulation ;</li> <li>-Peur de la stigmatisation ;</li> <li>-Préservation de l'honneur de la famille ;</li> <li>-Peur des représailles, y compris mystiques</li> <li>-Discours déresponsabilisant les auteurs et culpabilisant les victimes ;</li> <li>-Appropriation collective du corps de la femme.</li> </ul>
Justice non formelle, premier recours : une justice par les hommes et pour les hommes	<p><b><u>Structurée autour de :</u></b></p> <p>Chefs religieux/chefs de village, détenteurs du pouvoir décisionnel, entourés des chefs tribaux, Aînés</p> <p><b><u>Faible Recours,</u></b></p> <p>Mais variation selon les communes et groupes ethniques ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-Faible crédibilité ;</li> <li>-Absence de pouvoir et de vocation de sanction ;</li> </ul> <p><b><u>Primat de médiation sociale :</u></b></p> <p>Parenté à la fois biologique et sociale.</p>	<p><b><u>Structurée autour de</u></b></p> <p>Chefs de village, détenteurs du pouvoir décisionnel, entourés des chefs religieux, Imams</p> <p><b><u>Recours plus important :</u></b></p> <p>Faible crédibilité ; absence de pouvoir et de vocation de sanction ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-Absence de pouvoir et de vocation punitifs ;</li> </ul> <p><b><u>Primat de la médiation sociale :</u></b></p> <p>Parenté y est à la fois biologique et sociale :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-Arrangements financiers,</li> <li>-Concurrence entre justice formelle et non formelle.</li> </ul>
Ruralité comme facteur aggravant : enclavement/Déficit d'infrastructures judiciaires et structures de santé	<p><b><u>Région du Trarza :</u></b></p> <p><b>272 773 habitants</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-6 Départements</li> <li>-1 Tribunal régional</li> <li>-7 Tribunaux départementaux</li> <li>-3 Commissariats de police et</li> <li>-2 Gendarmeries dans les communes cibles :</li> </ul> <p><b>Tékane :</b> 1 Commissariat de police</p> <p><b>Tiguint :</b> 1 Commissariat de Police et 1 Gendarmerie.</p> <p><b>Ndiago :</b> 1 Commissariat de police</p> <p><b>Jidrel Mohguen :</b> 1 Gendarmerie</p> <p><b><u>Zones cibles plus accessibles</u></b></p> <p><b><u>Plus de structures de santé</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-3 hôpitaux (2 à Rosso et 1 à Boutilimit)</li> <li>-<b>Jidrel Mohguen :</b> 6 postes de santé + 2 cases de santé</li> <li>-<b>Ndiago :</b> 6 postes de santé, 3 cases de santé</li> <li>-<b>Tékane :</b> 1 centre médical, avec maternité ; 2 postes de santé</li> <li>-<b>Tiguint:</b> 4 postes de santé</li> </ul>	<p><b><u>Région de Kolda :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>662 455</b> habitants</li> <li>-3 Départements</li> <li>-2 Tribunaux de Petite Instance</li> <li>-1 Tribunal de Grande Instance, tous situé dans la ville de Kolda ;</li> <li>-4 Postes de gendarmeries, aucun dans les 4 communes cibles ;</li> <li>-1 Commissariat de police dans la ville de Kolda.</li> <li>-Insuffisance des ressources humaines</li> </ul> <p><b><u>Zones cibles difficiles d'accès, avec peu de routes goudronnées et situés dans des zones reculées :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-Absence de moyens de transport</li> <li>-Manque de moyens pour le transport.</li> </ul> <p><b><u>Déficit de structures de santé et de personnel</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-Un hôpital régional dans la ville de Kolda</li> <li>-<b>Bagadadji:</b> 1 poste de santé et 7 cases de santé</li> <li>-<b>Coumbacara :</b> 2 postes de santé et 8 cases de santé</li> <li>-<b>Bonkonto :</b> 1 poste de santé et de 9 cases de santé</li> <li>-<b>Ndorna :</b> 1 poste de santé et 13 cases de santé, dont seules 7 fonctionnelles</li> </ul> <p>Dans les 24 villages enquêtés, seules 3 cases de santé fonctionnent</p>
Cadre juridique, politique et institutionnel : distorsion entre situation de juré et de facto	<p><b><u>Peu favorable</u></b></p> <p><b><u>Dispositif international et régional :</u></b></p> <p>Ratification CEDEF/CEDAW ; Protocole de Maputo, etc.) ;</p> <p><b><u>Dispositif national :</u></b></p> <p>Politiques et programmes de promotion des droits des femmes ;</p> <p>Revu du code pénal et avancées non négligeables depuis 2007 dans le Code du Statut Personnel</p> <p><b><u>Cependant :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-Absence de dispositions spécifiques relatives aux VS ;</li> <li>-Code pénal fortement marqué par le droit coutumier et religieux ;</li> </ul>	<p><b><u>Favorable</u></b> normalement.</p> <p><b><u>Dispositif international et régional</u></b> Ratification : CEDEF/CEDAW ; Protocole de Maputo, etc. ;</p> <p><b><u>Dispositif national :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-Politiques et programmes de promotion des droits des femmes</li> <li>-Législation existante contre les violences sexuelles : code pénal, code de procédure pénal, code de la famille : Art. 299 contre les MGF/Excision ; bis Art. 300 contre la consommation de mariage sur une mineure de moins 13 ans ; Art. 319 bis, contre le harcèlement sexuel ; Art. 320 contre le viol ; Art. 320 bis contre la pédophilie)</li> </ul> <p><b><u>Cependant :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-Absence de législation contre le viol conjugal.</li> <li>-Non criminalisation du viol</li> <li>-Défaut d'harmonisation des textes nationaux avec les instruments internationaux :</li> </ul>



Types d'entraves	Pays	
	Mauritanie	Sénégal
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Ambivalence et ambiguïté du Code du Statut Personnel, traitant de la condition féminine</li> <li>- Textes de lois au contenu imprécis et lacunaire :</li> <li>- Principe de la légalité des peines ;</li> </ul> <p><b>Exemple :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Pour pénaliser le viol, il faut se fier à la situation matrimoniale de l'auteur qui dicte quelle(s) sanction(s) celui-ci mérite ;</li> <li>- Le Zina : en cas de viol, la victime peut être accusée de fornication ou d'adultère</li> <li>- La pédophilie abordée en filigrane à travers la question du proxénétisme ;</li> <li>- L'excision sur les mineures n'est punie que « lorsqu'il en a résulté un préjudice pour l'enfant » Art.12 (CPPE).</li> <li>- Autorisation du mariage de l'incapable [dont les mineurs(es)] par son tuteur si ce dernier « y voit un intérêt évident » (art. 6) ; et l'assimilation du silence à l'acquiescement ("le silence de la jeune fille vaut consentement") (art. 9) ;</li> </ul> <p>Utilisation de « jeune fille » et « jeune femme », sans définition, laissant le champ libre à toutes formes de pratiques et de dérives et permet le contournement de cet âge légal défini à 18 ans.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Absence d'harmonisation entre les textes nationaux les instruments internationaux</li> </ul>	<p><b>Exemple</b></p> <p>Pour le mariage précoce, décalage entre le code de la famille, qui fixe l'âge du mariage à 16 ans, et la Charte africaine pour les droits et le bien-être de l'enfant, ratifiée, qui établit l'âge légal à 18 ans.</p>
Processus de saisine de la justice : un parcours d'obstacles	<p><b><u>Ignorance de la loi et des procédures :</u></b></p> <p><b><u>Problème des preuves :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Difficultés à conserver et fournir les preuves en milieu rural</li> </ul> <p><b><u>Un seul laboratoire public situé à Nouakchott autorisé à faire les tests ADN, fermé tous les jours à midi et fermé le vendredi</u></b></p> <p><b><u>Conduite de la loi</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Lenteurs des procédures ;</li> <li>- Corruption dans les services de sécurité</li> <li>- Implication forte d'agents de services de sécurité dans plusieurs cas de viols en Mauritanie ;</li> <li>- Pressions dissuasives sur la victime d'agents des services judiciaires</li> <li>- Suspicion de consentement des victimes</li> <li>- Spectre du Zina ;</li> <li>- Non condamnation ou faible condamnation d'auteurs avérés ;</li> </ul> <p><b><u>Coût de la procédure</u></b></p> <p><b><u>Absence d'une culture de reddition des comptes</u></b></p>	<p><b><u>Ignorance de la loi et des procédures :</u></b></p> <p><b><u>Problème des preuves :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Difficultés à conserver et fournir les preuves en milieu rural ;</li> </ul> <p><b><u>Un Gynécologue pour toute la région, seul autorisé à délivrer un certificat médical en cas de viol ;</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Non autorisation des sages-femmes à délivrer un certificat médical ;</li> </ul> <p><b><u>Conduite de la loi</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Lenteurs des procédures</li> <li>- Renvoi des plaignantes aux autorités coutumières pour conciliation ;</li> <li>- Requalification des faits entraînant de légères peines ;</li> <li>- Discours culpabilisant les victimes par les agents des services judiciaires</li> </ul> <p><b><u>Coût de la procédure :</u></b></p> <p><b><u>Absence d'une culture de reddition des comptes</u></b></p>

# Stratégies d'accès à la justice

## Mobilisation forte à Kolda, faible dans le Trarza



1. AFCF: Association des Femmes Cheffes de Familles
2. AJS : Association des Juristes Sénégalaises
3. MASEF :Ministère des Affaires sociales de l'enfance et de la famille
4. POS : Procédures Opérationnelles Standard
5. RADI : Réseau Africain pour le Développement Intégrée
6. TIC: Technologie de l'Information et de la Communication
7. VBG: Violences Basées sur le Genre

## Mais portée limitée des initiatives

### Kolda

- ⦿ Gap entre discours politiques et actions
- ⦿ Déficit de synergie d'actions entre les acteurs
- ⦿ Manque de moyens des ONG
- ⦿ Problème de fonctionnalité des comités régionaux, faute de moyens
- ⦿ Déficit de connaissances scientifiques
- ⦿ Enclavement de ces zones
- ⦿ Réticences communautaires
- ⦿ Absence de stratégies de redevabilité sociale
- ⦿ Absence de reddition des comptes
- ⦿ Concurrence entre justice non formelle et formelle
- ⦿ Difficultés à pérenniser les actions

### Trarza

- Contexte socioculturel et politique peu favorable ;
- Difficulté à bâtir des solidarités communautaires transcendant la distance ;
- Pauvreté ;
- Déficit de connaissances scientifiques
- Absence de stratégies de redevabilité sociale
- Absence de reddition de compte ;
- Faible tissu associatif ;
- Défaut d'appropriation des actions par les communautés

## Pistes d'actions

### Interventions sur l'environnement

- ▶ Lutter contre les normes sociales genrées par l'éducation scolaire et par les pairs
- ▶ Briser la loi du silence
- ▶ Vulgariser les conséquences néfastes des violences sexuelles et de leur impunité

### Interventions sur les acteurs communautaires

- ✓ Mettre en place de dynamiques locales multi-acteurs
- ✓ Contribuer à l'autonomisation légale des femmes par la formation
- ✓ Produire/améliorer les stratégies/outils mis à disposition des femmes pour demander la reddition de comptes
- ✓ Mobiliser les ressources pour un financement durable de la lutte contre les violences sexuelles

### Influencer les politiques et les systèmes judiciaires

- ⌚ Criminaliser le viol au Sénégal
- ⌚ Intégrer dans la loi des dispositions claires et explicites contre les violences en Mauritanie
- ⌚ Harmoniser lois nationales et instrument internationaux ;
- ⌚ Exiger l'application de la loi



Adresse : Sacré Cœur II, villa 8651, Immeuble AICHA, 3ème étage- Dakar  
BP : 12085 Dakar - Sénégal – (221)33 824 84 41 : (221)33 824 85 30  
[radi@orange.sn](mailto:radi@orange.sn); [www.radi-afrique.com](http://www.radi-afrique.com)

Copyright : Empreinte communication